Cahier de doléances du Tiers État des Granges (Val-d'Oise)

Plaintes et doléances du sieur Jean Pierre Odent fermier occupant jusqu'au jour de S^t-Jean prochain la ferme des Granges dépendante de la paroisse d'Amblainville présentées par ledit sieur à l'assemblée de Pontoise.

Il observe premièrement que né français et désirant donner des preuves de son attachement à son prince, il ne peut faire tout ce qu'il voudrait pour y parvenir vu les entraves que l'on met tous les jours à l'agriculture soit dans la manière de percevoir les impôts qui sont portés au plus haut degré dans le Vexin Français spécialement soit par la dévastation occasionnée par le gibier dont le nombre et les espèces se multiplient à l'infini et à la destruction desquels on ne travaille point, en second lieu le classement de ses terres qu'on peut regarder comme trop imposées a été fait par des personnes envoyées de l'intendance qui ne les connaissaient pas et qui pour ce se sont servis d'un indicateur dépourvu de lumières à cet effet.

Les terres de laditte ferme ne payent, il est vrai aucuns droits soit en dixme ou champart, mais ces terres pour une majeure partie sont en friche et de nul rapport à cause du mauvais sol.

Il fait observer en outre et cela comme dépendant de la paroisse dont il est à une demie-lieue de distance qu'il est étonnant et à ce qu'il croit contraire aux ordonnances de sa Majesté que Messieurs les religieux de S^t-Victor possédant la grosse dixme de la paroisse dont le territoire est très étendu n'en subissent aucune charge sinon de payer annuellement le gros du curé sans contribuer en rien au sort du vicaire qui est de nécessité absolue vu les écarts, leur distance du chef-lieu et le nombre d'habitants ; il peut se faire que dans le même instant le curé fut mandé dans un endroit pour malades et dans un autre à la distance d'une lieue et plus il lui serait impossible malgré son zèle d'y répondre il lui faut donc un second et ce sont ces Messieurs qui doivent lui payer ses honoraires suivant l'ordonnance de sa Majesté et non la fabrique qui a encore assez de charges.

Il faut observer en outre que pour le gibier dont est ci-dessus question il serait nécessaire d'en ordonner la destruction ; les daims, les cerfs, les biches, etc. se parquent dans les plaines ensemencées en très grand nombre et laissent partout des marques désolantes de leur voracité, cela est aisé à prouver, il est donc inutile au laboureur de se donner tant de peines pour la culture des terres si tant de fléaux se réunissent pour procurer sa perte.

Il est encore de nécessité indispensable de pourvoir à deux abus qui se sont glissés depuis longtemps et voici en quoi ils consistent :

1° Un propriétaire vend ses fonds, à peine l'acquéreur est-il en possession par la saisine que sans avoir égard aux améliorations qu'a pu donner le fermier tenant ces terres à bail il l'expulse sans l'indemniser du second qui est déjà passé ce qui est une injustice des plus criantes puisque cela met le fermier hors d'état de se pourvoir ailleurs.

2° Il est encore aussi injuste de la part des gens de main-morte qu'aussitôt le titulaire d'un bénéfice décédé les biens dépendant de son titre passassent ès-mains d'un autre fermier sans avoir égard pour cela au bail précédent qui n'est point encore expiré pourquoi ne le finirait-il pas comme il est d'usage à l'égard des autres biens.

J'en appelle à la justice et aux lois.

Odent, syndic.